1275.

1852-3.]

BILL.

[No. 387.

Acte pour abroger l'acte pour la protection de certaines espèces de gibier dans le comté de L'Islet, et un certain autre acte ayant rapport au même sujet, et pour permettre aux municipalités du même comté de faire des réglemens pour cet objet.

ATTENDU que l'acte passé dans la neuvième année du règne de sa majesté, intitulé : "*Acte pour mieux protéger certaines espèces de gibier sauvage dans le comté de L'Islet,*" n'a pas rencontré dans son exécution l'objet que le dit acte avait en vue, et qu'il convient de mieux pourvoir à la conservation du gibier sauvage dans le comté de L'Islet, en la manière ci-après prescrite :— A ces causes, qu'il soit statué, etc.

Préambula.

Que l'acte en premier lieu cité sera et est par le présent abrogé, et l'acte passé dans la huitième année du règne de sa majesté, intitulé : "*Acte pour empêcher la destruction de certains oiseaux sauvages et bécassines dans certaines saisons de l'année qui ne conviennent pas, et de prendre dans des pièges des coqs de bruyère (grouse) et des cailles dans cette province,*" en autant qu'il a rapport au comté de L'Islet, sera, et il est par le présent aussi révoqué.

9 Vic., ch. 78 révoqué, et 8 Vic., ch. 46, aussi révoqué en autant qu'il s'agit de L'Islet.

II. Et qu'il soit statué, que les conseils municipaux de la municipalité du comté de L'Islet, numéro un, et de la municipalité du comté de L'Islet, numéro deux, et la corporation du village de Montmagny, dans le dit comté de L'Islet, seront et sont par le présent respectivement autorisés à faire telles règles, réglemens et statuts pour déterminer en quelles saisons et de quelle manière il sera loisible à toute personne de chasser, prendre, tuer et détruire les pélicans, les oies sauvages, les canards sauvages, les sarcelles, les macreuses ou les bécassines, dans leurs limites respectives, et de nommer tels et autant d'inspecteurs pour mettre les dites règles et réglemens à exécution dans les diverses paroisses et îles situées dans leurs limites respectives, qu'ils le jugeront nécessaire ou expédient : Pourvu toujours, et qu'il soit statué, que sous quinze jours au plus après que tout tel réglemant aura été passé, amendé ou modifié par aucune des dites municipalités ou corporation respectivement, il en sera donné avis par les secré-

Les municipalités du comté de L'Islet pourront faire des réglemens relatifs à la chasse du gibier.